

Projet de loi de finances 2019:

• Il canalisera 16 milliards de DH de dotations supplémentaires

• Le coût des grandes réformes estimé à 3,5 milliards de DH

• Le recettes de l'IS en recul

DANS la préparation du projet de loi de finances pour 2019, Mohamed Boussaid devra faire preuve d'agilité pour jongler avec les multiples contraintes. D'emblée, il a abattu ses cartes, en donnant la priorité à une politique sociale. Ce choix volontariste nécessitera la mobilisation de dotations supplémentaires estimées à 16 milliards de DH. Pour le ministre des Finances, sur le plan des postes et des dotations budgétaires, le coût supplémentaire des revendications

sociales dans différents secteurs coûtera 14 milliards de DH. A lui seul, le dialogue social nécessitera la mobilisation de 6,4 milliards de DH sur une période de trois années, à raison de 2,13 milliards par an. Dans la tête de Mohamed Boussaid, cette priorité s'étend à l'enseignement, la santé, l'emploi et au dialogue social.

Dans l'architecture du projet qu'il a présenté jeudi dernier devant les commissions des finances des deux Chambres du Parlement, il a tracé les grandes lignes. Ainsi, les grands chantiers et les stratégies sectorielles seront poursuivis en vue de créer les conditions d'un décollage économique et de renforcer la confiance des opérateurs privés. Cette orientation vise le soutien de l'investissement public dans les infrastructures de base et les grands équipements. L'objectif est de diversifier les bases de production de l'économie nationale, dira le ministre qui a ajouté sans détour: «La création des conditions du décollage économique dans le projet de



loi de finances 2019 suppose de prévoir un total de dépenses supplémentaires de 11 milliards de DH». Dans le détail, ces infrastructures de base canaliseront 6,6 milliards de DH et les stratégies sectorielles 4,4 milliards de DH.

De même, les grandes réformes ont un coût, estimé à 3,5 milliards de DH. En effet, la poursuite de la mise en œuvre de la régionalisation avancée prévoit des dotations vers les régions devant atteindre 10 milliards de DH en 2021. Ainsi, 5% du produit de l'IS, autant de l'IR et 20% des contrats d'assurance iront dans les caisses des régions. Pour tenir ses engagements, le ministère des Finances sera dans l'obligation de transférer 3,160 milliards de DH du budget général vers les régions. Ce qui donnera 8,4 milliards de DH, soit une hausse de 1,4 milliard de DH par rapport à 2018. A cela s'ajoutent le coût de la poursuite de la réforme des

retraites estimé à 1 milliard de DH, celle de la justice et le renforcement du pouvoir judiciaire à 800 millions de DH. La réforme des Centres régionaux d'investissement en vue de les transformer en agences nécessitera 300 millions de DH.

Dans ces contraintes, celle consistant à maintenir les équilibres macroéconomiques est importante. Il s'agit de garantir la stabilité du déficit budgétaire à hauteur de 3% du PIB. L'autre impératif pour Mohamed Boussaid est de parvenir à contenir le volume de l'endettement à moins de 60% du PIB à l'horizon 2021. Pour lui, la réalisation de ces objectifs exige de trouver l'équilibre nécessaire entre la mise en œuvre des priorités et la réduction des facteurs de vulnérabilité qui impactent l'équilibre structurel des finances publiques. Le ministre finit par avouer que l'horizon difficile pour la gestion des finances publiques dans un

La priorité au social

contexte marqué par la multiplication des contraintes et la réduction des marges nécessitera la mobilisation de 30,5 milliards de DH. Sans parler des coûts de la généralisation de l'enseignement du préscolaire, de la réforme des CRI, de la justice, de la nouvelle politique de l'eau et la stratégie portuaire (Dakhla, Jorf Lasfar, Safi, Nador WestMed,...).

Concernant l'exécution de la loi de finances de 2018, Boussaid a dressé les grandes lignes:

- **L'IS en recul de 11,6%:** L'exécution du budget au cours des six premiers mois de cette année fait apparaître un recul des recettes de 1,3%. Ce niveau a été aggravé par le repli de l'IS de 11,6% par rapport à la même période de 2017, soit -3,364 milliards de DH.

- **Le droit d'enregistrement et du timbre** a également reculé de 2%. Le ministre a tenu à rendre hommage à l'Administration de la douane dans sa lutte contre la contrebande et dont les performances ont augmenté de 17% (+723 millions de DH). De manière générale, les recettes fiscales ont faiblement progressé de 785 millions de DH, suite à l'amélioration enregistrée par le produit de la TVA (+2 milliards de DH) et de l'IR (+1 milliard de DH).

- **Les recettes non fiscales en baisse:** Ce repli au cours des 6 premiers mois de 2018 est inquiétant puisqu'il atteint 22,2%, soit -1,912 milliard de DH. Ces recettes intègrent le produit des participations des établissements publics avec -29,9% (-1,377 milliard de DH) et les dons en provenance des pays du Golfe.

- **Les dépenses courantes sont en progression** de 3,6%, soit 3,8 milliards de DH. Si les salaires se sont stabilisés (+0,5%), les charges de fonctionnement ont augmenté de 12,4% pour atteindre 3,492 milliards de DH. Les émissions au titre de l'investissement ont accru de 1,7 milliard de DH. Selon le ministre, le taux de réalisation des prévisions a atteint 52,6%. Ce qui a impacté le déficit du budget qui a augmenté de 8 milliards de DH pour atteindre 20,2 milliards de DH contre 12,2 milliards à fin juin 2017.

- **Les exportations continuent de s'améliorer** (+11,4%), particulièrement les phosphates et dérivés. Les autres secteurs ont enregistré la même tendance. Ainsi, l'exportation automobile a progressé de 19,1%, pour s'établir à 36 milliards de DH, le textile cuir de plus de 3,6% à 19,2 milliards de DH, et l'aéronautique de 23,9% à 6,3 milliards de DH. Idem pour l'électronique qui a augmenté de 4,3%, rapportant ainsi 4,9 milliards de DH. Le seul bémol a concerné l'industrie

alimentaire qui a baissé de 1,8% pour s'établir à 16,1 milliards de DH.

- **Les recettes touristiques en hausse** de 15,5%. A fin juin, elles se sont établies à 31,3 milliards de DH. Même tendance à la hausse pour les transferts des MRE qui ont atteint 32 milliards de DH, soit plus de 8,5%. Ces recettes ont permis la couverture de 62,7% du défi-

cit commercial à fin juin dernier contre 60,5% pour la même période de 2017.

- **Les IDE en chute:** Le recul net des investissements étrangers directs est de 33%. A fin juin dernier, ils étaient à 10,1 milliards de DH contre 15 milliards au cours de la même période en 2017.

- **Le déficit de la balance commerciale** a augmenté de 7,8% en raison de

la hausse des importations (+9,9%), liée essentiellement à l'augmentation des produits pétroliers sur le marché international, estimée à plus de 36% et la poursuite de la hausse des importations des biens d'équipement. □

Mohamed CHAOUI

